

1. JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS 1510

La conformité aux conditions d'exploitation est présentée dans les tableaux ci-après pour l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les pièces justificatives sont données :

- en annexes du présent document (avec la référence Annexe n°X)
- en pièces jointes du formulaire Cerfa 15679*01 (avec la référence PJ n°X)

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>Article 4</p> <p>Le pétitionnaire peut, sans préjudice de la mise en œuvre des alternatives définies dans l'annexe II du présent arrêté, demander en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement (installations soumises à enregistrement), au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, l'aménagement des prescriptions du présent arrêté pour son installation.</p> <p>A cet effet, le pétitionnaire fournit au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités, soit une étude d'ingénierie incendie spécifique soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1^{er}, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.</p> <p>En cas d'application de cet article, le préfet sollicite l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur le projet d'arrêté d'enregistrement.</p> | <p>L'exploitant demande l'aménagement de certaines prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Cette demande est spécifiquement détaillée dans la <u>pièce jointe PJ n°7.</u></p> <p>A ce titre, une étude d'ingénierie incendie spécifique (étude de stabilité au feu) a été réalisée et est jointe en <u>annexe n°1</u> du présent document.</p> <p>Une reconnaissance de structure a été réalisée par STRUCTUREO.</p> <p>Le rapport d'étude a été réalisé par EFECTIS pour les cellules A, B, E, F et G.</p> <p>La note technique complémentaire a été réalisée par EFECTIS suite à la parution du présent arrêté qui autorise des surfaces plus grandes de cellules ; la note est donc réalisée pour le regroupement en 2 cellules ABCD et EFG.</p> |
| Annexe II | |
| <p>1.1. Conformité de l'installation</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</p> | <p>L'exploitant s'engage à exploiter conformément aux plans et documents joints à la présente demande.</p> |
| <p>1.2. Contenu du dossier</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à | <p><u>Cf. formulaire CERFA</u> de demande d'enregistrement associé au présent document.</p> <p><u>Cf. Présentation technique en annexe n°2.</u></p> |

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Justification prescriptions Enregistrement 1510

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|--|
| <p>l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> | |
| <p>1.3. Intégration dans le paysage L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p> | <p>Aménagement de l'ensemble du site avec voiries, zones construites et quelques espaces verts : - Surface du terrain 44 364 m² - Emprise au sol du bâtiment 19 570 m² - Surfaces voiries et espaces verts 24 794 m² Les surfaces de voiries sont recouvertes d'un enrobé bitumineux permettant la circulation des engins sans que ceux-ci entraînent avec eux des poussières ou de la boue sur les voies de circulation externes. <u>Cf. PLANS en PJ n°2 et PJ n°3</u> L'exploitant s'engage à maintenir et entretenir en permanence les abords de la plateforme. Les espaces verts sont entretenus par une société extérieure sous contrat.</p> |
| <p>1.4. Etat des matières stockées L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> | <p>Un plan général des stockages et des aménagements intérieurs est mis en place. <u>Cf. Annexe n°3 Plan des aménagements intérieurs</u> Un état des stocks est également tenu à jour par l'exploitant : avec l'identification des marchandises et leur localisation dans l'entrepôt. Les produits stockés dans cet établissement seront des produits divers ne présentent pas d'autres risques que le potentiel calorifique associé au caractère combustible.</p> |
| <p>1.5. Dispositions en cas d'incendie En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion du post-accidentelle.</p> | <p>L'exploitant s'engage en cas de sinistre à réaliser un diagnostic environnemental pour estimer les conséquences d'un incendie en terme de pollution.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|--|
| <p>Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.</p> | |
| <p>1.6.1. Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). | <p>Le plan des réseaux permet de visualiser l'ensemble des réseaux de l'établissement.</p> <p><u>Cf. PLAN de masse et des réseaux en PJ n°3</u></p> |
| <p>1.6.2. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> | <p>L'établissement objet du présent dossier est raccordé au réseau d'adduction d'eau potable de la commune de la Chapelle d'Armentières. A ce titre la canalisation d'alimentation en eau potable est équipée d'un dispositif de comptage totalisateur ainsi que d'un disconnecteur permettant d'éviter tout retour de produits dans le réseau public.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> | |
| <p>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents rejetés sont exempts : - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> | <p>Les eaux usées produites sont assimilables à des eaux usées domestiques, elles sont exemptes de tout produit chimique ou matières dangereuses. Les eaux pluviales de voiries sont rejetées dans le réseau collecteur de la zone.</p> |
| <p>1.6.4. Eaux pluviales Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < 300 mg/l ;</p> | <p>Les eaux pluviales de voiries sont rejetées dans le réseau de collecte de la zone : elles sont rejetées dans le réseau hydrographique de la zone et plus précisément dans la Becque du Paradis qui s'écoule en limite de propriété Est du site, le long de la rue André Ampère. <u>Cf. PLAN de masse et des réseaux en PJ n°3</u> Le site n'est pas équipé de séparateurs d'hydrocarbures. Compte tenu du nombre de points de rejets des eaux pluviales de l'établissement dans le réseau de la zone, la mise en place de séparateurs d'hydrocarbures représente un coût qui n'est pas économiquement acceptable. DOMOTI sollicite un aménagement aux prescriptions générales de l'article 1.6.4 conformément à l'article R 512.46.5 du Code de l'Environnement. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°1</u></p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO₅) < 100 mg/l.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA₅ du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA₅.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> | |
| <p>1.6.5. Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p> | <p>Les eaux usées de l'établissement sont évacuées indépendamment des eaux pluviales de voirie et de toiture.</p> <p><u>Cf. PLAN de masse et des réseaux en PJ n°3</u></p> <p>Une demande d'autorisation de déversement des eaux usées assimilables domestiques dans le réseau public d'assainissement a été demandée à la MEL.</p> <p><u>Cf. Convention MEL en annexe n°4.</u></p> |
| <p>1.7. Déchets</p> <p>1.7.1. Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. | <p>L'activité de logistique qui est mise en œuvre sur le site produit essentiellement des déchets d'emballage et d'autres déchets non dangereux qui sont triés, conditionnés, enlevés conformément à la législation en vigueur afin de favoriser leur valorisation.</p> <p>Les déchets non dangereux (Déchets Industriels Banals) générés par l'établissement sont collectés pour valorisation par la société BAUDELET (59 Blaringhem).</p> <p>Les déchets papiers et cartons sont collectés pour valorisation par la société Vanganswinkel (62400 Béthune).</p> |
| <p>1.7.2. Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de</p> | <p>L'exploitation de l'entrepôt n'est pas susceptible de générer de déchets dangereux.</p> <p>Les déchets sont stockés dans des bennes à l'extérieur de l'établissement</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> | <p>avant leur enlèvement par des sociétés spécialisées.</p> |
| <p>11.7.3. Gestion des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> | <p>La société BAUDELET SA est autorisée par Arrêté Préfectoral à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (I.S.D.N.D.) sur le site de Blaringhem ; le site dispose également d'installations de valorisation des déchets par : méthanisation lente, recyclage (Centre de préparation matière Combustible Solide de Récupération, centre de tri, compostage, ...).</p> <p>Tous les enlèvements de déchets sont consignés dans le registre de suivi des déchets.</p> <p>Aucun brûlage à l'air libre des déchets n'est effectué.</p> |
| <p><i>1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</i></p> | <p>/</p> |
| <p>2. Règles d'implantation</p> <p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; - des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des | <p>Les modélisations ont été effectuées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les cellules ABCD et EFG, - Pour un stockage en racks, - Pour une palette type 1510. <p><u>Cf. Notes de calcul Flumilog en annexe n°5.</u></p> <p>Les modélisations réalisées avec FLUMILOG montrent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les effets létaux (flux de 5 kW/m²) sont maintenus dans l'enceinte de l'établissement pour l'ensemble des calculs. - Les distances du flux thermique de 3 kW/m² n'atteignent pas d'ERP, de voies ferrées, de voies d'eau et de voies routières à grande circulation (elles sont maintenues dans l'enceinte de l'établissement). |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²), Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 m de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p> | <p>On constate que la mise en place d'écrans thermiques en façade des cellules permet de maintenir les effets létaux à l'intérieur de l'établissement. Seules 2 zones d'environ 60 m² soit une surface inférieure à 1% dans les cellules de stockage de l'établissement ne sont pas situées à plus de 20 mètres des limites de l'établissement mais les effets létaux (5 kW/m²) sont contenus à l'intérieur des limites de propriété. <u>Cf. PJ n°7. – explicatif</u></p> <p>Il n'y a pas de stockage extérieur en dehors des zones de stockages à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Le site ne comporte aucun local destiné à l'habitation ni aucun local occupé par des tiers.</p> |
| <p>3. Accessibilité 3.1. Accessibilité au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au</p> | <p>L'établissement dispose de plusieurs accès depuis la rue Arago et d'un accès depuis la rue Ambroise Paré. <u>Cf. PLAN de masse intégrant voies de circulation internes et places de stationnement en PJ n°3</u></p> <p>Des aires de stationnement pour les véhicules légers sont aménagées sur le site et matérialisées. Les aires de manœuvre de l'établissement permettent le stationnement des</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. | poids lourds |
| L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. | Pendant les heures de présence de personnel, l'accès sera ouvert immédiatement. En dehors de ces heures, les services de secours pourront ouvrir les différents portails d'accès. |
| <p>3.2. Voie « engins »</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 m, la hauteur libre au minimum de 4,5 m et la pente - inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 m. Une surlargeur de $S = 15/R$ m est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 m ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 m de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. | <p>La voie engin existante ne permet pas la circulation sur la périphérie complète du bâtiment au vu de la configuration de l'établissement. Elle permet l'accès au bâtiment, l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens et aux aires de stationnement des engins.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> <p>Les dispositions constructives complémentaires seront mises en œuvre pour répondre aux exigences de la non ruine en chaîne vers l'extérieur.</p> <p>La voie engin ne répond pas à toutes les caractéristiques (dont largeur utile et le rayon). Il n'y a pas de justificatif sur la force portante ou sur la pente.</p> <p>Le SDIS a été consulté dans ce cadre. <u>Cf. CR réunion DIS 2017 en annexe n°6.</u></p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> <p>La distance est inférieure à 60 m entre le bâtiment et les différentes portions de voiries mise en œuvre.</p> <p>Il n'y a pas d'obstacle entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 m et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 m de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p> | <p>Les aménagements suivants sont mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la voie engin est en partie en impasse mais la configuration du site nous interdit son élargissement à 7 mètres sur les 40 derniers mètres, - compte tenu de la configuration du terrain, la voie pompiers située le long des façades Sud et Est présentera une largeur de 3 mètres et sera constitué d'une voirie lourde (voie en stabilisé). <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> |
| <p>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 m ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction | <p>Des aires de mise en station des moyens aériens sont mise en place et sont accessibles depuis la voie engin.</p> <p>Les dispositions constructives complémentaires seront mises en œuvre pour répondre aux exigences de la non ruine en chaîne vers l'extérieur.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sont entretenues et dégagées en permanence.</p> <p>Six aires sont mises en place. Elles ne permettent pas de desservir toutes les façades au vu de la configuration de l'établissement.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> <p>Six aires sont mises en place. Elles ne sont pas positionnées au droit des murs coupe-feu des cellules au vu de la configuration des bâtiments.</p> <p>Il n'y a pas de moyens fixes ou semi-fixes au droit des murs spécifiquement.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> |

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Justification prescriptions Enregistrement 1510

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>automatique d'incendie et sont mis en oeuvre par l'exploitant.</p> | |
| <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 m et une largeur minimale de 0,9 m. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et de 8 m maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². | <p>Le bâtiment ne présentant qu'un seul niveau.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens ne répondent pas à toutes les caractéristiques (dont largeur utile, rayon). Il n'y a pas de justificatif sur la force portante ou sur la pente.</p> <p>Le SDIS a été consulté dans ce cadre et a fait un essai avec un engin, confirmant la stabilité du sol.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> <p>Les aires sont matérialisées au sol. Aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale. Les aires sont implantées à une distance par rapport à la façade de 1 m minimum et de 8 m maximum ; Elles sont maintenues en permanence entretenues, dégagées et accessibles aux services d'incendie et de secours.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 m² de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 m d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine. | <p>Sans objet.</p> |
| <p>3.3.2. Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; | <p>Il existe une aire de stationnement à proximité de la bouche incendie interne. Elle est accessible depuis la voie engin.</p> <p>Les dispositions constructives complémentaires seront mises en œuvre pour répondre aux exigences de la non ruine en chaîne vers l'extérieur.</p> <p>Cette aire de stationnement est entretenue et maintenue dégagée en permanence.</p> <p>L'aire de stationnement ne répond pas à toutes les caractéristiques. Il n'y a pas de justificatif sur la force portante ou sur la pente.</p> <p>Le SDIS a été consulté dans ce cadre. <u>Cf. CR réunion DIS 2017 en annexe n°6.</u> <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</p> <p>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> | <p><u>Cf. Plan de masse en PJ n°3</u></p> <p>L'aire de stationnement est située à moins de 5 m de la bouche incendie.</p> <p>Cette aire de stationnement est maintenue dégagée en permanence.</p> |
| <p>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en oeuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il</p> | <p>Les issues de secours de l'établissement sont accessibles depuis la voie de circulation des engins de secours avec un chemin stabilisé d'au moins 1,8 m de large.</p> <p>Les accès sont d'une largeur de 1,8 m.</p> <p>Concernant les accès dévidoirs, l'entrepôt possède plusieurs portes d'accès plain pied.</p> <p>Les accès ont une largeur de plus de 1,4 m.</p> <p>Des accès sont prévus depuis l'extérieur pour les services incendies avec ou sans manœuvre de l'exploitant.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°2</u></p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| existe en application du point 23 de cette annexe. | |
| 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe. | L'exploitant tient à disposition des services de secours les plans des locaux et les consignes d'accès. Deux types de risques ont été recensés : - le risque d'incendie sur l'ensemble des surfaces d'entreposage et de préparation compte tenu de la présence de marchandises combustibles, - le risque d'incendie dans une des chaufferies compte tenu de l'usage de fioul domestique en combustible. |
| 4. Dispositions constructives Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. | Une étude technique a été réalisée pour déterminer si en l'état, la charpente métallique du bâtiment permettrait d'empêcher la ruine en chaîne du bâtiment en cas d'incendie dans l'une ou l'autre des cellules de l'entrepôt. L'étude réalisée conclut en l'absence de dispositifs fusibles permettant la non ruine en chaîne du bâtiment. Une étude complémentaire a donc été commandée pour trouver des solutions techniques adéquates. <u>Cf. Annexe n°1 – Etude EFFECTIS</u> <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°3</u> |
| L'ensemble de la structure est à minima R 15. | Les bâtiments sont constitués d'une charpente mixte métal/lamellé collé stable au feu 15 minutes (R15). <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°3</u> |
| Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. | Les parois extérieures des entrepôts sont constituées par des panneaux béton cellulaire agrafés sur la charpente métallique de l'entrepôt donc de réaction au feu de tenue supérieure à la classe A2s1d0. L'entrepôt dispose également d'un système d'extinction automatique d'incendie. |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure. <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> | <p><u>Le plan des aménagements intérieurs est donnée en Annexe n°3.</u></p> <p>Les complexes de couverture des cellules sont composés d'un support de toiture constitué d'un bac acier M0, d'une isolation type laine de roche et d'une étanchéité bitumineuse multicouche.</p> <p>Ces complexes d'étanchéité s'apparentent à des toitures Broof-T3</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°4</u></p> |
| <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> | <p>Les lanterneaux en toiture permettant l'éclairage naturel sont en matériau non gouttant. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°4</u></p> |
| <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur.</p> | <p>Sans objet : entrepôt sans plancher.</p> |
| <p>Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> | <p>Entrepôt à simple rez-de-chaussée de hauteur inférieure à 7,50 m.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> | <p>Sans objet : entrepôt sans plancher.</p> |
| <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> | <p>Sans objet : pas d'atelier d'entretien.</p> |
| <p>A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 m des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120.</p> <p>Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses.</p> <p>Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 m au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe.</p> | <p>Les bureaux et locaux sociaux de l'établissement sont isolés par des murs prolongés jusque sous le bac de la toiture de l'entrepôt. Les portes coupe-feu dans ces murs sont de degré deux heures.</p> <p>Les portes coupe-feu de degré deux heures, qui sont mises en place dans ces murs séparatifs, sont équipées de ferme-portes.</p> <p><u>Le plan des aménagements intérieurs est donnée en Annexe n°3.</u></p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°5</u></p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>5. Désenfumage</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> | <p><u>Cf. Annexe n°7 – plan RDC Cantons</u></p> <p><u>Cf. Annexe n°8 – Recollement travaux cantonnement</u></p> <p>Les écrans de cantonnement ECOSCREEN sont constitués d'un matériau leur donnant un comportement au feu DH 30 (minimum) et une réaction au feu A2s1d0 (M0) ; ils sont conformes à l'IT246 et à la règle R17.</p> <p>Pour les surfaces (toutes inférieures à 1 600 m²) et le calcul de la hauteur des écrans les éléments suivants ont été pris en compte par la société ECODIS :</p> <p>Zone A (3 021 m²) – 2 cantons Zone B (2 019 m²) – 2 cantons Zone C (1 344 m²) – 1 canton Zone D (1 935 m²) – 2 cantons Zone E (4 950 m²) – 4 cantons Zone F (2 362 m²) – 2 cantons Zone G (2 782 m²) – 2 cantons</p> |
| <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m². Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> | <p>Les cantons sont équipés d'exutoires à hauteur de 1%.</p> <p>Des travaux sont prévus pour la mise en conformité du désenfumage à 2% sur certaines zones. Les nouveaux exutoires seront à commande automatique et manuelle.</p> <p>Une demande d'aménagement est faite pour rester à 1% sur les autres zones.</p> <p><u>Cf. Annexe n°7 – plan RDC Cantons et éléments ECODIS</u></p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°6</u></p> <p>Le déclenchement du désenfumage est indépendant du déclenchement des têtes de sprinkler.</p> <p>Les têtes sprinkler se déclencheront avant l'ouverture automatique des exutoires.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> | <p>Dans ces cellules, l'ouverture manuelle des exutoires de désenfumage est assurée par des treuils mécaniques.</p> <p>Dans ces cellules, l'ouverture automatique des exutoires est assurée par des fusibles thermiques. Au droit des zones B, C, E et G, les commandes seront mises en place en ouverture automatique et manuelle.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°6</u></p> <p>Les amenées d'air frais sont assurées par les portes à quai, les portes de plain-pied et les issues de secours des cellules à désenfumer.</p> <p>La surface d'amenée d'air frais dans les cellules est largement suffisante sauf pour la cellule E dans laquelle des ventelles d'amenées d'air frais seront installées en partie basse de la façade Est.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°6</u></p> <p>Sans objet : pas de niveaux dans l'entrepôt (seulement des mezzanines de petites surfaces)</p> <p>Les mezzanines sont de surface inférieure à 50% de la surface des cellules : Cellule ABCD : Mezzanines de surface totale 961,41 m² (sur 8 319 m²) Cellule EFG : Mezzanines de surface totale de 1480,8 m² (sur 10 094 m²)</p> <p><u>Cf. Annexe n°3 – plan RDC Murs et façades</u> <u>Cf. Annexe n°7 – plan RDC Cantons</u></p> |
| <p>6. Compartimentage</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions</p> | <p>Les cellules retenues après étude de ruine en chaîne sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cellule « ABCD » de 8 319 m² - Cellule « EFG » de 10 094 m² <p>Le volume de marchandises maximum représente 14 750 m³.</p> <p>Les parois séparatives entre ces 2 cellules sont en béton cellulaire REI120. Ces murs sont solidaires des charpentes métalliques des entrepôts et présentent donc une stabilité au feu égale à celle de la structure métallique</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manoeuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. | <p>(stabilité R15). Des travaux sont prévus pour le flocage des structures porteuses entre les zones C et E. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u></p> <p>Les ouvertures ou passages dans les murs séparatifs ont été bouchés ou fermés avec des matériaux permettant de maintenir le degré coupe-feu. Il n'y a pas de PV ou de justificatif démontrant du degré de résistance au feu. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u></p> <p>Les portes coupe-feu implantées dans les parois séparatives sont coupe-feu de degré deux heures (EI120). Elles sont équipées de fusibles thermiques situés en partie haute de la porte et assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie.</p> <p>Les issues de secours sont coupe-feu de degré deux heures (EI120). Elles sont maintenues fermées en état normal par des ferme-portes. Il n'y a pas de PV ou de justificatif démontrant le classement au feu. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u></p> <p>Les murs extérieurs sont des parois REI120.</p> <p>Les bandes de protection de 5 mètres de large seront mises en place de part et d'autre des murs coupe-feu entre les cellules ABCD et EFG. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u></p> <p>Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 m en toiture. Il n'y a pas de PV ou de justificatif pour le dépassement en toiture. <u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u></p> |
| <p>7. Dimensions des cellules</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 m² en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 m² en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> | <p>L'établissement est divisé en 7 cellules d'origine, qui ont été regroupées et étudiées avec AB, CD, E et FG.</p> <p>Pour limiter les travaux de flocage des structures, les cellules ont été regroupées en 2 cellules de moins de 12 000 m² :</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</p> <p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - ABCD : de 8 319 m². - EFG : de 10 094 m². <p>L'entrepôt est sprinklé. La hauteur maximale est de 7,5 m.</p> <p>L'étude de ruine en chaîne a été initialement réalisée sur les cellules AB, CD, E et FG.</p> <p>La note technique complémentaire reprend les cellules ABCD et EFG.</p> <p><u>Cf. Annexe n°1 – Etude de ruine en chaîne.</u></p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.</p> <p>Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> | <p>Les produits stockés dans cet établissement seront des produits divers ne présentant pas d'autres risques que leur combustibilité.</p> <p>Les cellules de l'établissement sont destinées à accueillir majoritairement des produits classables dans les rubriques 1510, 1530 et 1532 de la nomenclature des Installations Classées.</p> |
| <p>9. Conditions de stockage</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2</p> | <p>Les cellules de l'entrepôt sont aménagées en zone de stockage et zone de préparation.</p> <p>L'organisation du stockage dans les cellules de l'établissement permet de respecter la distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 m entre le sommet du stockage (< hauteur sous ferme) et la base de la toiture. - 1 m entre le sommet du stockage et les éléments de chauffage et d'éclairage. - 1 m entre le sommet du stockage et les têtes du système de sprinklage. <p>Il n'y a pas de stockage en vrac.</p> <p>Il n'y a pas de stockage en masse.</p> <p>Pour les stockages en racks ou étagères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La hauteur maximale de stockage est de 6,5 m maximum, - La largeur des allées de circulation est de 2 m minimum entre chaque ensemble de rayonnages ou palettiers. <p>Il n'y a pas de marchandises dangereuses. Le cas échéant, elles seraient stockées sur une hauteur maximale inférieure à 5 m.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>mètres minimum.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> | <p>Il n'y a pas de marchandises stockées en mezzanine (et en général dans l'entrepôt qui est par ailleurs sprinklé) relevant par les rubriques 2662 ou 2663.</p> <p><u>Cf. Plan aménagements intérieurs en Annexe n°3</u></p> |
| <p>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de</p> | <p>Il n'y a pas de stockage de marchandises susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux.</p> <p>En cas de stockage de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, l'exploitant prévoira les rétentions suffisantes, dimensionnées.</p> <p>Le sol de l'entrepôt est constitué d'une dalle béton.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| rétention. | |
| <p>11. Eaux d'extinction incendie</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> | <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront collectées dans l'entrepôt, (dalle béton et mise en place de seuils au niveau des accès) les quais cours camions et dans le réseau eaux pluviales de voirie. Le réseau sera isolé par 8 vannes de barrage mises en place sur les canalisations de rejet des eaux pluviales du site</p> <p>Le besoin de rétention des eaux incendie a été calculé à partir de la règle D9A. <u>Cf. Annexe n°9 – Calcul D9A</u></p> <p>Le volume à récupérer est de 1 478 m³ sur la cellule ABCD et de 1 718 m³ en cas d'incendie sur la cellule EFG.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction incendie sera assurée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dalle de l'entrepôt sur une hauteur de 8 cm : 50% de capacité disponible de la cellule en feu et 100% pour l'autre cellule (non en feu), soit 1 140 m³ pour un incendie dans ABCD et 1 069 m³ pour un incendie dans EFG. - les voiries (8 242 m²) pour une hauteur de 6 cm, soit 494,5 m³, - le quai camion pour une hauteur de 20 cm, soit 37,5 m³. <p>Soit un volume de rétention total disponible de 1 672,5 m³ pour un incendie dans ABCD ou 1 600 m³ pour un incendie dans EFG.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°8</u></p> <p>Pour un incendie sur la cellule EFG, le volume complémentaire à contenir (soit 118 m³) sera récupéré via une société de pompage en contrat avec DOMOTI. Le contrat implique une intervention d'urgence pour pomper les capacités de stockage extérieur (équivalent de 4 citernes) sans perturber les équipes d'intervention en place.</p> <p>Les vannes sont opérationnelles. Un panneau indique l'implantation de ces vannes et la manœuvre de fermeture. Le personnel a été formé aux</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, éd. août 2004).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> | <p>manœuvres et la fiche réflexe en cas d'incendie reprend la fermeture de ces vannes.</p> <p><u>Cf. Annexe n°10 – PLAN des rétentions et vannes</u></p> <p>En cas de sinistre, les eaux stockées seront analysées. Si elles ne présentent pas de pollution, elles seront rejetées dans le réseau des eaux pluviales. Si elles sont polluées, elles seront éliminées comme déchet dangereux par une société spécialisée (opération de pompage).</p> |
| <p>12. Systèmes de détection incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> | <p>Les cellules de stockage de l'établissement sont équipées d'une installation d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler avec transmission d'alarme en télésurveillance qui fait office de détection incendie.</p> <p>En effet, une installation sprinkler avec transmission d'alarme peut être assimilée à une détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme conforme aux prescriptions.</p> <p>De plus, à la différence d'une détection incendie classique (détecteurs de fumée), le sprinklage présente l'avantage d'intervenir directement sur le feu tout en activant une alarme sur le site (sonore) et un report d'alarme (à la société de télésurveillance).</p> <p>Une étude sur la détection incendie assurée par le système d'extinction automatique d'incendie a été réalisée.</p> <p><u>Cf annexe n°11 – Etude sprinkler.</u></p> |
| <p>13. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : | <p>Le site est protégé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une prise d'eau sur le site, permettant un débit de 60 m³/h – à moins de 100 des cellules à défendre. - un minimum de 5 poteaux/bouches incendie situés sur le domaine |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en oeuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manoeuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p> <p>- le cas échéant, les colonnes sèches ou les moyens fixes d'aspersion d'eau prévus au point 6 de cette annexe.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération</p> | <p>public (rue Ambroise Paré, rue François Arago, rue André Ampère et rue Albert Einstein sur la route de desserte de l'extension de la ZAC de la Houssoye).</p> <p>Ces dispositifs extérieurs sont placés à des distances 100 à 150 m pour le plus proches puis à moins de 150 m entre chaque dispositif. Le débit unitaire de chaque dispositif est au minimum de 120 m³/h.</p> <p>Soit une défense incendie intérieur/extérieur de 660 m³/h.</p> <p><u>Cf. Annexe n° 9 – Calcul D9</u></p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°9</u></p> <p>Des extincteurs sont répartis dans les cellules de l'établissement à raison d'un appareil pour 200 m² de surface.</p> <p>Des Robinets incendie armés sont mis en place dans les cellules de l'établissement de manière à ce que tout point de l'entrepôt soit accessible par deux jets de lance.</p> <p><u>Cf. Annexe n° 9 – Calcul D9</u></p> <p>Le calcul D9 a été réalisé sur les 2 cellules et donne les besoins suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cellule ABCD : 360 m³/h - cellule EFG : 480 m³/h |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> | <p><u>Cf. CR Réunion SDIS 23/05/2017 en annexe n°6.</u></p> <p>La défense incendie extérieure a été précisée lors d'une réunion SDIS le 31/05/2018 avec le Capitaine DERMINEUR et le Lieutenant-Colonel TETTEN.</p> <p>L'utilisation des dispositifs extérieurs est compatible avec les moyens techniques des secours (capacité de pompage de 120 m³/h par dispositif avec 5 engins pompe).</p> <p>Des téléphones permettent d'alerter les services de secours.</p> <p>L'exploitant s'engage également à réaliser un exercice de défense incendie dans le trimestre qui suit l'enregistrement.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>14. Évacuation du personnel</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manoeuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> | <p>Les issues de secours de l'établissement sont disposées de telle sorte que tout point des cellules de stockage ne soit pas distant de plus de 75 mètres de l'une d'elle et de plus de 25 mètres en cas de cul-de-sac.</p> <p>Le bâtiment dispose d'issues de secours dans des directions opposées.</p> <p>La mise en place des racks et des étagères dans les cellules de stockage permet de laisser libre d'accès les portes coupe-feu et les issues de secours de l'établissement.</p> <p><u>Cf. Annexe n°12 – Plan Issues de Secours.</u></p> <p>L'exploitant s'engage également à réaliser un exercice d'évacuation dans le trimestre qui suit la notification de l'enregistrement.</p> |
| <p>15. Installations électriques et équipements métalliques</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> | <p>Conformément aux dispositions du Code du Travail, les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées conformément aux normes NFC 15-100 § 430 à 433 et NFC 17-200 §7.</p> <p>La distribution s'opère à partir d'un Tableau Général Basse Tension et de tableaux divisionnaires qui regroupent toutes les commandes et protections des différents circuits.</p> <p>L'établissement est alimenté depuis un transformateur électrique situé dans un local dédié extérieur à l'entrepôt. Il y a un local électrique au niveau de l'entrée rue Arago à l'extérieur des bâtiments avec le TGBT. Sur une des parois extérieures il y a un dispositif pour couper l'alimentation générale de l'ensemble des bâtiments</p> |

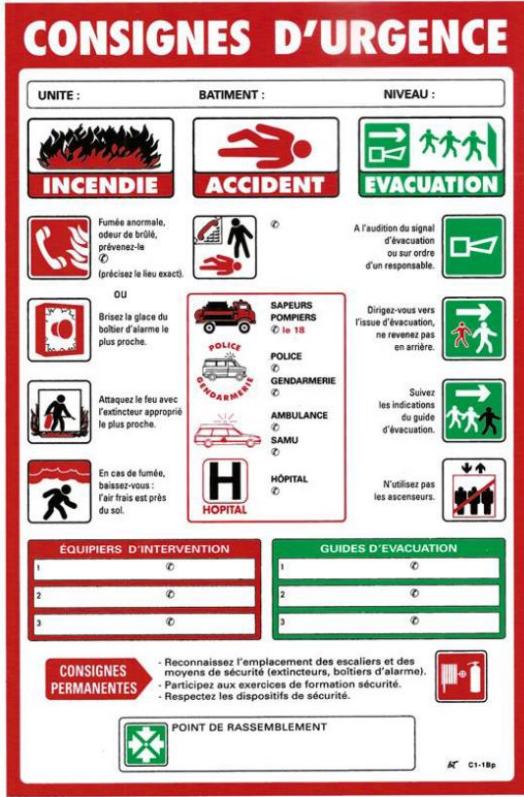
| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|---|
| <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> | <p>Une analyse du risque foudre et une étude technique ont été réalisées pour cet établissement. <u>Cf. Annexe n° 13 – ARF + ET</u></p> <p>Les installations suivantes ont été mises en place pour répondre à une protection de niveau III contre les effets directs de la foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation de 5 Paratonnerres à Dispositif d'Amorçage de 60 µs. - Depuis chaque paratonnerre, réalisation de deux descentes normalisées dédiées. - En partie basse de chaque descente, mise en place de : <ul style="list-style-type: none"> * Un joint de contrôle à 2 mètres du sol pour la mesure de la prise de terre paratonnerre, * Une gaine de protection mécanique, * Un regard de visite (ou étrier) au niveau du sol pour l'accès au raccordement. - Réalisation au pied de chaque descente, d'une terre paratonnerre dissipatrice de type A. - Réalisation d'une liaison équipotentielle entre chaque prise de terre paratonnerre et la terre électrique générale du site par un système permettant la déconnexion. - Installation d'un compteur de coups de foudre sur la descente de chaque PDA. <p>Concernant la protection contre les effets indirects, des parafoudres de type 1 ont été implantés au niveau des installations suivantes : TGBT du poste de livraison, Tableaux divisionnaires 1 et 8 et Armoire du bâtiment informatique.</p> <p>Des parafoudres de type II ont été installés au niveau de EIPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Armoire électrique (local sprinklage et centrale Incendie) - Armoire électrique (report d'alarme incendie près des bureaux). |
| <p>16. Éclairage</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> | <p>L'éclairage est électrique.</p> <p>L'éclairage de l'établissement est assuré par des appareils d'éclairage électrique situés en hauteur (hors de portée des fourches des chariots élévateurs).</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> | |
| <p>17. Ventilation et recharge de batteries Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone. S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> | <p>L'établissement n'est pas équipé d'un local dédié à la charge des batteries des chariots élévateurs. Compte tenu du faible nombre de chargeurs utilisés (puissance de charge inférieure à 50 kW), la charge des batteries est organisée dans 3 zones dédiées réparties dans les cellules de stockage de l'établissement.</p> <p>Il n'y a pas de dispositif de ventilation mécanique spécifique.</p> <p>La recharge des batteries est interdite en dehors des zones spécifiques de recharge. Ces zones sont isolées et à plus de 3 m de tout stockage et donc de matières combustibles.</p> <p>Les installations électriques sont vérifiées annuellement et permettent la protection des zones de recharges contre le risque de court-circuit.</p> |
| <p>18. Chauffage 18.1. Chaufferie S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> | <p>Les bâtiments sont chauffés au moyen d'aérothermes à eau chaude alimentés depuis cinq chaudières fuel implantées dans trois chaufferies uniquement accessibles depuis l'extérieur.</p> <p>Les locaux chaufferies sont compartimentés par des parois REI120.</p> <p><u>Cf. PJ n°7. – Demande d'aménagement n°7</u> (Absence de justificatif sur les caractéristiques coupe-feu).</p> <p>A l'extérieur de chaque local, on trouve :</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. | <ul style="list-style-type: none"> - Une vanne d'isolement de l'arrivée en fioul, - Un coupe-circuit force et éclairage, - Un voyant lumineux en cas de défaut de dysfonctionnement des installations. |
| <p>18.2. Autres modes de chauffage</p> <p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous | <p>Pas d'aérotherme gaz, Pas d'aérotherme air pulsé. Aérothermes eau chaude dans l'entrepôt.</p> <p>Pas de chauffage dans les engins de manutention.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|------------------------------|
| <p>fourreau acier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ; - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ; - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ; - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> | |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>19. Nettoyage des locaux Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> | <p>L'établissement est régulièrement nettoyé.</p> |
| <p>20. Travaux de réparation et d'aménagement Dans les parties de l'installation présentant des risques recensés au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est</p> | <p>Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction d'apporter une flamme nue sont affichées dans le bâtiment.</p> <p>Tout travail de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques fait l'objet, avant réalisation, d'un permis feu ou d'un permis d'intervention.</p> <p>Ces documents sont conservés sur le site et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|---|
| <p>affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | |
| <p>21. Consignes</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en oeuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. | <p>En plus des consignes de sécurité rappelant l'interdiction de fumer hors des zones dédiées, des consignes de sécurité sont affichées dans les cellules de l'établissement :</p>  |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| <p>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.</p> | <p>L'exploitant va mettre en place un plan de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie : exutoires, détection incendie, sprinklage, portes coupe-feu, vannes, ...) avec suivi des vérifications, opérations de maintenance et/ou de réparation.</p> |
| <p>23. Plan de défense incendie</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à autorisation ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir | <p>Entrepôt non concerné</p> <p>Cellules de taille maximum inférieure à 12 000 m² avec système de sprinkler et de hauteur inférieure à 23 m.</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER | | | | | | | | | |
|---|--|---|---|---|----------|----------|-----------------------|----------|----------|---|
| <p>sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> | | | | | | | | | | |
| <p>24.1. Valeurs limites de bruit</p> <p>.../...</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60</p> | NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés | Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) | Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | / |
| NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés | | | | | | | | |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) | | | | | | | | |
| Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | | | | | | | | |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|---|--|
| <p>dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> | |
| <p>24.2. Véhicules. – Engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> | <p>L'exploitation de l'établissement ne nécessite que l'utilisation d'engins de manutention. Ces engins ne sont pas susceptibles d'engendrer des bruits gênant pour le voisinage.</p> <p>Il n'y a pas de système de communication extérieure sauf les alarmes incendie intérieures aux bâtiments qui peuvent être entendues de l'extérieur.</p> |
| <p>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p> | <p>Afin de veiller à ce que l'exploitation du bâtiment n'engendre pas de gênes sonores, des mesures acoustiques seront réalisées dans un délai de six mois suivant la signature de l'arrêté d'enregistrement puis tous les trois ans.</p> <p>Les campagnes de mesures des niveaux sonores du site permettront de vérifier que les limites acoustiques sont respectées en limites de propriété.</p> |
| <p>25. Surveillance</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur</p> | <p>L'établissement est surveillé par télésurveillance 24h/24 et 7j/7.</p> <p>La société de télésurveillance dispose de l'ensemble des reports d'alarme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alarme du réseau d'extinction automatique, - Alarme de la détection incendie (au droit des portes coupe-feu), - Alarmes techniques. <p>En cas de déclenchement de l'installation sprinkler ou de la détection</p> |

| PRESCRIPTIONS | JUSTIFICATIF DANS LE DOSSIER |
|--|--|
| place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. | incendie en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, la société de télésurveillance a la charge de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours. Un agent de sécurité sera également dépêché dans les plus brefs délais sur le site afin d'assurer l'accueil des sapeurs-pompiers. Les procédures d'alerte des secours et d'accueil des équipes de secours font l'objet de consignes précises. |
| <p>26. Remise en état après exploitation</p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. | <p>En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet au minimum 3 mois avant conformément au R 512-46-25 du Code de l'Environnement, et s'engage à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir.</p> <p>L'exploitant placera le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-46-26 et R512-46-27.</p> <p>La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès son arrêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Evacuation ou élimination des produits potentiellement dangereux et des déchets ; ➤ Vidange des installations et destruction des produits (huiles, ...) en centre de traitement de déchets ; ➤ Vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation ; ➤ Vidange et nettoyage des rétentions, ➤ Evacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé. <p>Les principales étapes de la remise en état du site afin que celui-ci ne présente aucun danger et nuisance pour son environnement seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction ou limitation d'accès au site, • Suspension des risques d'incendie et d'explosion <ul style="list-style-type: none"> - démontage des équipements, - mise en sécurité des circuits électriques, • Surveillance des effets de l'installation sur son environnement selon nécessité. |

2. ANNEXES

2.1. ETUDE DE STABILITE AU FEU

Cette annexe comporte :

- Rapport STRUCTUREO – Référence STO-16-142.0 – 7 novembre 2016 (38 pages)
- Rapport d'étude EFECTIS - Référence 16-002184-ABO/PLO/ACH – 27 février 2017 (200 pages).
- Note technique EFECTIS - Référence 17-000563b-KMO ind. B du 12 juin 2017 (10 pages)
- Rapport EFECTIS - Référence : 18-001351b-ACH ind B du 13 juillet 2018 (55 pages)

2.2. PRESENTATION DE L'ENTREPOT

Cette annexe comporte 12 pages.

2.3. PLAN RDC AMENAGEMENTS

Cette annexe comporte 1 plan.

2.4. CONVENTION DE REJETS MEL

Cette annexe comporte (6 pages) +Mails (2 pages)

2.5. NOTES DE CALCUL FLUMILOG

Cette annexe comporte :

- Les notes de calcul flumilog (12 + 10 + 10 pages)
- La note de présentation de la cinétique incendie (7 pages).

2.6. COMPTE-RENDU REUNION SDIS 23/05/2017

Cette annexe comporte 6 pages.

2.7. PLAN RDC CANTONS

Cette annexe comporte 1 plan.

2.8. CANTONNEMENT + DESENFUMAGE

Cette annexe comporte 20 + 2 pages.

2.9. CALCUL D9 et 9A

Cette annexe comporte 5 pages.

2.10. PLAN RETENTION ET VANNES

Cette annexe comporte 1 plan.

2.11. ETUDE SPRINKLER

Cette annexe comporte 11 pages.

2.12. PLAN ISSUES DE SECOURS

Cette annexe comporte 4 plans.

2.13. ANALYSE DU RISQUE Foudre & ETUDE TECHNIQUE

Cette annexe comporte 72 pages.